



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 11/07/2022

Reçu en préfecture le 11/07/2022

Affiché le



ID : 062-286200027-20220705-2022_48-DE

DÉLIBÉRATION

2022/48

MONTANT FORFAITAIRE DEROGATOIRE A L'OCCASION DU CONGRES DE LA FEDERATION NATIONALE DES CENTRES DE GESTION

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 5 Juillet 2022 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

Etaient présents : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – Mme Marie-Claude DUHAMEL, Maire de MONT-BERNANCHON – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale.

Etaient absents ou excusés : M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental – Mme Denise BOCQUILLET, Conseillère Départementale.

◆ ◆ ◆ ◆

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux Centres de Gestion institués par la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale et abrogeant le décret 91-573 du 19 juin 1991 ;

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié, fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Monsieur le Président expose au Conseil d'Administration que pour l'exercice de leur mandat et de leurs missions, les membres de l'assemblée délibérante et les agents de notre établissement peuvent être amenés à effectuer un certain nombre de déplacements et participations à diverses réunions ou congrès où ils représentent le Centre de Gestion du Pas-de-Calais.

Il rappelle que le conseil d'administration de l'établissement fixe le barème des taux du remboursement forfaitaire des frais et taxes d'hébergement dans la limite du taux prévu aux premier et deuxième alinéas de l'article 7 du décret du 3 juillet susvisé.

Il indique que le conseil d'administration peut également fixer, pour une durée limitée, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières, des règles dérogatoires aux taux des indemnités qui ne pourront, en aucun cas, conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée.

Il précise qu'une délégation composée d'agents et d'élus participera au congrès de la Fédération Nationale des Centres de Gestion qui se déroulera du 7 au 9 septembre 2022 à MARSEILLE.

Il expose que le taux du remboursement forfaitaire des frais d'hébergement pour un déplacement à Marseille, incluant le petit-déjeuner, est fixé à 90 euros par jour pour l'hébergement, ce qui n'est pas en adéquation avec les montants pratiqués et susceptibles d'être engagés par les participants.

Il propose, pour la période du 7 au 9 septembre 2022, de mettre en place un montant forfaitaire dérogatoire pour les frais et taxes d'hébergement à hauteur de 150 euros par personne.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *DECIDE* d'instaurer, pour le déplacement qui sera effectué au congrès de la Fédération Nationale des Centres de Gestion organisé du 7 au 9 septembre 2022 à MARSEILLE, un montant forfaitaire dérogatoire pour les frais et taxes d'hébergement à hauteur de 150 euros par jour et par personne ;
- ♦ *PRECISE* que ce montant forfaitaire dérogatoire ne pourra, en aucun cas, conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 5 juillet 2022

Le Président,

Joël DUQUENOY